



# La fin de la neutralité du Net : l'élite dirigeante américaine intensifie la campagne de censure sur Internet

Par [Andre Damon](#)

Mondialisation.ca, 13 juin 2018

[wsws.org](http://wsws.org) 12 juin 2018

Région : [États-Unis](#)

Thème: [Désinformation médiatique](#), [Loi et Justice](#)

La neutralité du Net, la doctrine selon laquelle les fournisseurs d'accès Internet (FAI) doivent traiter toutes les communications comme égales, s'est officiellement terminée lundi. Ce geste est une étape majeure dans l'attaque contre un Internet libre et ouvert et la liberté d'expression aux États-Unis.

Depuis la naissance de l'Internet public, les FAI fonctionnaient comme des « transporteurs publics » et étaient effectivement réglementés en tant que services publics, comme les compagnies d'autobus ou les services de livraison de colis. Il leur était interdit, par la loi, de discriminer leurs utilisateurs ou leurs sites Web en bloquant, falsifiant ou ralentissant le trafic Internet.

En 2015, la Federal Communications Commission (FCC) a réaffirmé ces principes en déclarant : « Une personne fournissant un service d'accès Internet haut débit [...] ne doit pas bloquer le contenu légal, les applications, les services ou les appareils non nuisibles » et que « les FAI ne doivent pas altérer ou dégrader le trafic Internet licite sur la base du contenu Internet. »

Avec le vote de la FCC pour mettre fin à la neutralité du Net en décembre, qui est entré en vigueur lundi, les FAI ont reçu des pouvoirs larges et étendus pour agir en tant que gardiens de l'Internet. En vertu des nouvelles règles, ces sociétés privées géantes auront la possibilité de privilégier certains contenus par rapport à d'autres, d'établir des forfaits permettant uniquement l'accès à certains sites en fonction de ce que les consommateurs paient ou de bloquer complètement les sites et services Web.

Les partisans de l'abolition de la neutralité du Net, dirigés par le président de la FCC, Ajit Pai, soutiennent que les vastes pouvoirs étendus accordés aux FAI sont sans importance, car les utilisateurs seront libres de changer de fournisseur d'accès s'ils ne sont pas satisfaits des actions de leur fournisseur actuel. Cet argument est si absurde qu'il ne mérite guère de réfutation.

Le marché des services Internet ne compte que quatre sociétés (Comcast, AT & T, Time Warner et Verizon). Cinquante millions d'Américains ont accès à un seul fournisseur d'accès Internet et plus de la moitié n'ont à choisir qu'entre deux. Ce chiffre va même encore diminuer avec la fusion potentielle d'AT & T et de Time Warner, qui devrait être approuvée cette semaine.

La fin de la neutralité du Net a rencontré une opposition populaire écrasante. Selon un sondage du Programme de consultation publique de l'Université du Maryland, 83 % des électeurs américains se sont opposés aux mesures prises par la FCC pour mettre fin à la neutralité du Net. Lorsque la FCC a ouvert la mesure aux commentaires du public, 98,5 % des personnes interrogées y étaient hostiles.

Malgré cette opposition publique accablante, la neutralité de l'Internet a été levée lundi principalement par le silence des démocrates et des médias qui s'alignent sur eux, et la mise en œuvre de cette attaque massive contre les droits démocratiques n'a même pas été mentionnée dans les nouvelles du soir. Comme avec tout le reste en Amérique, l'opinion populaire ne compte finalement pour rien.

Aucune crédibilité ne peut être accordée aux professions de soutien à la neutralité du Net par le Parti démocrate et par les géants de la technologie tels que Google et Facebook. En fait, les démocrates et les médias sociaux ont été à l'avant-garde de la campagne de censure d'Internet.

Au cours de l'année écoulée, Google et les monopoles des médias sociaux Facebook et Twitter ont décidé de mettre en place un régime de censure sur Internet à la demande des services de renseignement américains, dont les démocrates ont été les porte-parole. Les compagnies ont travaillé pour diminuer sensiblement le lectorat des sites web de gauche, anti-guerre et socialistes - y compris le *World Socialist Web Site* - au nom de la lutte contre les « fausses nouvelles » et les « ingérences russes ».

Les sociétés de médias sociaux, quant à elles, fondent leur opposition de façade à la fin de la neutralité du Net sur des motifs purement mercenaires. Elles ne veulent pas que leurs rivaux potentiels parmi les fournisseurs d'accès Internet obtiennent un avantage en faisant la promotion de leurs propres services de distribution de contenu. Tout aussi important, elles veulent maintenir leur monopole sur la censure afin de recevoir des contrats lucratifs du Pentagone en échange de leur soumission.

Les mesures symboliques d'opposition des démocrates, constituées de votes au Congrès, d'appels aux États d'appliquer la neutralité du Net, et d'un grand nombre de recours juridiques, servent plus ou moins de couverture politique pour leur accord avec, et leur mise en œuvre de, la censure sur Internet.

La fin de la neutralité du Net marque une nouvelle étape dans la campagne de censure d'Internet. Avec la grande majorité de la communication écrite et une section sans cesse croissante de toutes les communications qui se font en ligne, la campagne pour censurer et contrôler Internet représente une étape importante vers l'abolition de la liberté d'expression aux Etats-Unis.

Ce n'est pas que le résultat d'un changement d'administration. Cela fait partie d'un changement de la politique de classe de l'élite dirigeante. L'élection de 2016, avec sa large abstention de la classe ouvrière sur fond d'hostilité généralisée à Hillary Clinton, la candidate favorite de Wall Street, et le mouvement de grèves qui a suivi, de manière indépendante des syndicats, chez les enseignants, démontrent clairement à l'élite dirigeante que l'imposition de la censure d'Internet est nécessaire à la défense de sa domination de la société.

Plus largement, cette décision est l'expression du monopole croissant sur l'économie

américaine d'un petit nombre de grandes sociétés. Ce processus est indissociable de la croissance des inégalités sociales et de l'atteinte aux droits démocratiques. Avec toutes les glorifications du « marché libre » à la fois par les démocrates et les républicains, les deux partis sont déterminés à imposer une répression impitoyable contre toute opposition à la poignée de banques et de sociétés qui dominent de plus en plus la société.

Le contrôle d'Internet par une poignée de monopoles de médias sociaux et les fournisseurs d'accès Internet, qui conspirent contre les droits démocratiques de la population, montre clairement que la défense des droits démocratiques est inséparable de la fin de la propriété privée des infrastructures d'Internet. L'accès à Internet est un droit social fondamental, il doit être librement accessible à tous, sans ingérence des entreprises ou de l'État.

La défense de la liberté sur Internet et l'opposition à la censure doivent être liées au programme socialiste de transformation de toutes les grandes entreprises en services publics sous le contrôle démocratique de la classe ouvrière.

La lutte des travailleurs du monde entier pour défendre leurs droits économiques fondamentaux s'entrecroise avec la lutte pour défendre la liberté d'expression, dont l'avant-garde est la lutte contre la censure sur Internet.

André Damon

Article paru en anglais, WSWS, le 12 juin 2018

La source originale de cet article est [wsws.org](http://wsws.org)  
Copyright © [Andre Damon](http://wsws.org), [wsws.org](http://wsws.org), 2018

---

Articles Par : [Andre Damon](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)